CHARTE DE LA SECTION DES DOCKERS DE L'ITF POUR LE CHANGEMENT

LA CRISE SANITAIRE EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉE, MAIS NOUS DEVONS AGIR DÈS MAINTENANT.

L'ITF et le Conseil des syndicats mondiaux, qui représente les travailleuses et travailleurs de tous les secteurs et de toutes les régions du monde, réclament vigoureusement une réponse économique mondiale coordonnée du FMI et de la Banque mondiale pour changer la donne au profit des travailleurs.

Dans toutes les régions, les banques, les multinationales et les grands groupes financiers ont mis sur pied des groupes de gestion de crise chargés d'élaborer des propositions visant à influencer les gouvernements, les banques centrales et les institutions financières internationales. Ces poids lourds de l'économie sont les principaux instigateurs des politiques d'austérité que nous subissons depuis 40 ans, ayant pour corollaires l'exploitation, la cupidité et l'antisyndicalisme.

Le rapport 2020 d'Oxfam dépeint un tableau catastrophique : les 2 153 milliardaires que compte le monde détiennent maintenant plus de richesses que les 4,6 milliards de personnes qui composent 60 % de la population mondiale. Les 22 hommes les plus riches au monde possèdent plus de richesses que toutes les femmes d'Afrique.

La pandémie expose aussi au grand jour les manquements imputables à la privatisation de nos systèmes de santé et de bien-être et des services à la population. Ce n'est pas un hasard si cette crise coïncide avec l'offensive incessante sur le mouvement syndical. Une succession de lois antisyndicales ont été imposées dans toutes les régions du monde pour compliquer grandement l'organisation des travailleuses et travailleurs et entraver l'efficacité de leur représentation. Les dockers connaissent bien l'antisyndicalisme orchestré au travers de l'automatisation des ports, de même que l'inadéquation des systèmes de sécurité pilotés par la direction, qui s'appuient sur la responsabilité individuelle et se soldent par un nombre inacceptable d'accidents mortels. L'arrimage est un travail dangereux qui ne devrait être effectué que par des dockers qualifiés. Il est évident que nous avons besoin d'une réglementation adéquate de l'ensemble de l'industrie maritime, et qu'il faut préserver les normes d'emploi nationales dans les chaînes d'approvisionnement intérieures.

Déjà avant la pandémie, nous assistions à une montée en flèche du chômage, des inégalités et de l'exploitation. L'ITF représente les travailleuses et travailleurs de chaînes d'approvisionnement dans lesquelles ces phénomènes sont toujours une réalité. Nous devons transformer l'économie pour l'éloigner du modèle axé sur un travail précaire peu rémunéré. L'intervention de l'État doit prendre une ampleur sans précédent, avec des plans de stimulation de l'emploi pour promouvoir une économie durable, et contrer l'offensive majeure lancée sur le marché du travail et l'environnement. Une action mondiale doit être menée pour enrayer l'exploitation que constitue le dumping social et endiguer l'évitement fiscal, la fraude et d'autres formes de non-respect des lois. Les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats doivent être associés aux discussions au plus haut niveau, aux côtés des entreprises, des gouvernements, des organisations de la société civile et des institutions multilatérales.

Les dockers comprennent les failles du système actuel et sont conscients qu'une organisation de la base est indispensable au changement dont les travailleuses et travailleurs ont besoin. Pour relever ce défi, sous l'impulsion du Comité de la Section des dockers et des présidents, la Section des dockers de l'ITF a lancé un solide plan d'organisation, et continue de veiller à ce que chaque grand port soit doté d'une représentation syndicale par des affiliés de l'ITF.

Les grands partis politiques, et les médias traditionnels, participent tous d'un système néolibéral qui a conforté la cupidité des entreprises tout en négligeant le bien public et les droits des travailleuses et travailleurs. Mais la crise actuelle nous fait comprendre que nous devons changer la société, notre façon de vivre, le mode de propriété, les modes de production et la relation à la nature et à l'environnement.

LA CHARTE DE L'ITF POUR LE CHANGEMENT ÉNONCE LES REVENDICATIONS CLÉS SUIVANTES :

1. Cadre de santé et de sécurité au travail piloté par les syndicats
2. Réglementation stricte de l'externalisation, notamment pour les opérations d'arrimage et celles gérées à distance
3. Réglementation plus rigoureuse de l'industrie maritime
4. Préservation des normes nationales d'emploi dans les chaînes d'approvisionnement intérieures
5. Financement adéquat des caisses/régimes de retraite
6. Programmes de création d'emploi et de relance
7. Abrogation des lois antisyndicales pour mettre fin au démantèlement syndical
8. Restructuration des économies nationales et mondiales pour un partage équitable des richesses
9. Égalité et diversité
10. Fin du dumping social
11. Restructuration des systèmes fiscaux à l'avantage des travailleuses et travailleurs
12. Renationalisation des grandes industries
13. Abolition des paradis fiscaux/mécanismes d'évitement fiscal
14. Abordabilité du logement
15. Réformes bancaires